

Chapitre 5 : la loi et la photographie des cadrans solaires

Remarque liminaire : depuis que ces considérations ont été exposées dans la revue « Cadran-Info », l'arrêt N° 516 de la Cour de Cassation rendu en Assemblée plénière a adouci les obligations du photographe envers le propriétaire du cadran, mais a laissé inchangées celles qui existaient au bénéfice de l'auteur de l'œuvre (législation sur les droits d'auteur).

La chasse des cadrans solaires peut entraîner ses pratiquants sur des terrains juridiques remplis d'embûches, aussi, en l'absence d'un texte de loi définissant d'une façon exhaustive et pour les seuls chasseurs de cadrans (!), les domaines du permis et du défendu, nous pensons que les quelques règles suivantes pourraient servir de guide pratique permettant d'éviter de tomber sous les coups de la justice.

Ces règles s'efforcent de combiner des notions qui ressortissent aussi bien aux Droits de l'Homme, qu'à la propriété mobilière ou immobilière, ou, également, à la protection artistique et aux droits d'auteur qui en découlent. Notons tout de suite, pour la clarté de l'exposé, que les droits d'auteur, en France, ont, en règle générale, une durée de 70 ans après la mort de l'auteur graphique ou plastique et ici nous ne nous intéresserons qu'à cette catégorie d'artistes.

Chasser le cadran solaire fait se rencontrer, fût-ce intemporellement, un photographe, un propriétaire et un artiste cadranier. (*1*). Ce photographe peut aussi vouloir faire connaître son cliché au public: il devient alors, sinon éditeur, du moins auteur d'une publication, ce qui peut lui faire courir certains risques.

Pour une présentation simple des problèmes qu'engendre cette rencontre, nous procéderons par questions et réponses, en donnant au mot "droit", lorsqu'il se rapporte aux chasseurs de cadrans, le sens vulgaire de: "pouvoir faire quelque chose sans courir un risque important de perdre un procès éventuel".

Mais il reste que tout litige est, à chaque fois, un cas d'espèce et les tribunaux conservent leur pouvoir d'appréciation, même si quelques jurisprudences paraissent bien établies.

1°) A-t-on le droit de photographier un cadran solaire visible depuis la voie publique ou situé dans une enceinte ouverte au public ?

Même dans ces cas, où l'on inclinerait à dire oui, la bonne réponse est non. La "Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques (ADAGP)" expose

que tout cadran a nécessairement un propriétaire et que tout propriétaire a autorité sur ses biens et il n'importe en rien que le cadran soit ou non visible depuis la voie publique. (*2*). On considère ici que le cadran fait partie de la sphère intime du propriétaire, tout comme sa maison ou sa famille, et il n'est pas licite d'en capter l'image sans son consentement. Son refus n'a même pas à être motivé. Bien plus: une telle prise de vue, effectuée sans autorisation ou, pis encore, malgré un refus, pourrait être réputée de nature à troubler la tranquillité de la vie privée, en causant un dommage au sens des articles 1382 ssq. du Code Civil et légitimer une demande en réparation du préjudice subi. Penser, aussi, qu'un chasseur de cadrans et un cambrioleur en repérage ne se différencient pas forcément à l'oeil nu !

Eviter de cibler le cadran et le photographe, de loin, avec un volet ou un pot de fleurs avoisinant, ne suffit pas à donner un caractère licite à une prise de vue réalisée sans autorisation. En outre, le "pas vu, pas pris", ne figure pas parmi les règles de droit.

Mais, là, nous touchons à des cas extrêmes: si la photographie embrasse tout un ensemble où le cadran n'occupe qu'une place réduite, l'obligation de demander une autorisation au propriétaire du cadran s'efface, ou, tout au moins, s'atténue fortement dans la pratique. L'étendue de la zone photographiée peut même mettre le photographe en présence de plusieurs propriétaires et l'on peut aussi imaginer que les uns seront des personnes privées et d'autres des collectivités publiques. Dans ce dernier cas, du reste, le fait pour une ville, un département ou toute autre collectivité publique, de placer un cadran dans le domaine public implique qu'il sera vu et photographié sans que personne ne se donne le ridicule de demander une telle autorisation.

Cependant, il faudrait, peut-être, se montrer moins catégorique si le cadran n'est visible qu'à travers la grille d'un parc ou par la brèche d'un mur en réparation.

Pas de problème, évidemment, si l'accès à un lieu public est réglementé (musée, par exemple): les photos peuvent y être interdites, ou permises avec ou sans flash ni pied, ou encore soumises à un tarif d'entrée majoré.

Le propriétaire qui alléguerait avoir subi un dommage, au sens des articles 1382 ssq. du Code Civil, par la prise en photographie de son cadran, ne dispose que d'un délai limité pour intenter une action en réparation du dommage: la prescription pour une telle action est de 30 ans à partir de la date où il a eu connaissance du fait dommageable. C'est la prescription ordinaire, en droit civil.

2°) La photo faite, licite ou pas, a-t-on le droit d'en tirer quelques duplicata pour les donner gratuitement à ses amis ?

La réponse est oui, à condition qu'ils en fassent un usage privé, telle qu'une projection familiale.

3°) A-t-on le droit de publier cette photo, dans un livre, dans la presse, sur internet, etc. ? Si c'est une diapo, a-t-on le droit de la projeter lors d'une séance ouverte au public ?

La réponse est catégoriquement non. Une telle publication ne peut être faite qu'avec l'accord préalable et, si possible, écrit du propriétaire du cadran et à conditions précises à débattre avec lui. L'accord et la gratuité ne se présument point. Autoriser la prise d'une photographie n'entraîne pas, ipso facto l'autorisation de la publier.

Se garder de prendre pour le propriétaire une personne qui n'est que locataire, gardien, ouvrier d'entretien.

Ici, en outre, il faut bien garder en mémoire le principe selon lequel nul ne peut concéder plus de droits qu'il n'en possède et il sera prudent de faire certifier par le propriétaire que l'artiste cadranier n'est plus bénéficiaire d'aucun droit d'auteur, les ayant cédés au propriétaire. Même s'il se trompe sur ce point, notre responsabilité est déchargée ou, tout au moins, fortement atténuée.

En outre, la photographie et, à plus forte raison, la publication de cadrans classés Monuments historiques, ou inscrits à l'Inventaire, relève de règles particulières dont il convient de s'informer auprès de la "Caisse Nationale des Monuments Historiques".

4°) Quelle conduite adopter s'il y a désaccord entre le propriétaire du cadran et l'artiste cadranier sur la publication du cadran ? Autre façon de poser la même question: le fait, pour un artiste, de placer ou de laisser placer son oeuvre dans un espace public implique-t-il qu'il a abandonné ses droits d'auteur au profit du propriétaire du lieu public, une ville par exemple ?

Pour l'instant, compte tenu de l'arrêt Buren rendu le 20 mars 2003 par la Cour d'appel de Lyon (*4*), on devrait pouvoir admettre que:

a) si l'on veut publier la photo d'un lieu où le cadran apparaît comme un simple élément d'un décor urbain, imbriqué dans l'ensemble du champ de la photo, l'accord du propriétaire devrait suffire (ce sera souvent, par hypothèse, une collectivité de droit administratif), et il ne sera pas dû de droits d'auteur. En effet, ce même arrêt Buren s'appuie sur le fait que l'oeuvre d'art reproduite (les fameuses pataugeoires de la Place des Terreaux à Lyon) n'est qu'un élément d'un vaste décor urbain où se voient des oeuvres des XVIème, XVIIème, XVIIIème, XIXème siècles, donc à un niveau extrêmement bas d'une problématique qui irait d'une oeuvre d'art noyée dans la photo aérienne d'une ville jusqu'à l'oeuvre ciblée en gros plan.

b) a contrario, si l'on veut publier la photo ciblée d'un cadran il faut obtenir, non seulement l'accord du propriétaire, mais aussi celui de l'artiste cadranier au cours d'une négociation avec lui sur le montant des droits d'auteur qu'il réclame, s'il ne les a pas cédés au propriétaire public. Tout cela par écrit !

5°) Le fait qu'un cadran ait déjà été publié dans le passé, que cette publication ait été régulière ou non, légitime-t-il une nouvelle publication sans autorisation du propriétaire de ce cadran et sans traitement de la question des droits d'auteur ?

Il faut distinguer deux sous-hypothèses:

51) Si l'on reproduit, sans la moindre modification, la précédente publication, le propriétaire du cadran, qu'il soit toujours la même personne ou bien qu'il ait changé, est toujours concerné en ceci qu'il peut alléguer que cette nouvelle publication lui cause un préjudice. Mais il devra prouver la réalité et l'étendue de ce préjudice. D'autre part, l'auteur de la première publication en est le propriétaire, puisque c'est une oeuvre d'art et il doit, lui aussi, donner son accord à la nouvelle publication de son oeuvre et bénéficier de droits d'auteur. Il faut même se demander si l'auteur du cadran n'est pas, lui aussi, habilité à réclamer des droits d'auteur, puisque son oeuvre est, à nouveau, livrée au public. La réponse est vraisemblablement oui.

52) Si l'on réalise un nouveau cliché on est renvoyé aux règles déjà énoncées ci-dessus: accord du propriétaire du cadran et droits d'auteur pour le cadranier.

Il faut bien voir que, dans le cas N° 51, on est au rouet: chaque photo d'une oeuvre d'art étant elle même une oeuvre d'art, il va se trouver, ad infinitum, des artistes pouvant bénéficier de droits d'auteur, alors même que l'oeuvre d'art initiale est, depuis des siècles, tombée dans le domaine public. Comparer avec les orchestres qui enregistrent les partitions des siècles passés; chaque diffusion leur fait percevoir des droits, alors même que le compositeur est dans le domaine public.

CONCLUSIONS PRATIQUES:

1°) Tout propriétaire (privé ou public) peut s'opposer à la photographie de son cadran, même si celui-ci est visible depuis la voie publique ou placé dans le domaine public. Il n'a pas à justifier son refus. Il peut autoriser telle personne et pas telle autre. Il peut avoir autorisé dans le passé et ne plus vouloir aujourd'hui; ou le contraire.

2°) Un propriétaire qui autorise la photographie de son cadran n'autorise pas ipso facto sa publication: il faut demander son accord en précisant les modalités envisagées pour cette publication: support, format, dates de parution, etc.

3°) La question des droits d'auteur doit toujours être abordée avec qui autorise, car tout créateur de cadran jouit, sa vie durant et 70 ans après sa mort (par ses ayant-droit) du droit exclusif d'autoriser ou non la publication de son oeuvre.(*3*). S'il l'autorise, ce peut être en contrepartie du paiement d'une somme à négocier.

4°) Il ne doit pas se produire de conflit entre le propriétaire du cadran et l'artiste: c'est au propriétaire de permettre la photographie de SON cadran; c'est à l'artiste

de faire valoir SES droits d'auteur en autorisant ou non la publication, en tarifiant cette autorisation ou en l'accordant à titre gracieux.

NOTES APPELEES DANS LE TEXTE

(*1*) L'article 525 du Code civil fait immeubles par destination les objets attachés à un mur "à perpétuelle demeure". Cela pourrait créer une distinction entre les cadrans scellés ou maçonnés sur un mur ou une colonne et ceux qui ne sont fixés que par des happes ou des pitons. Mais, outre cette distinction éventuelle, il est clair que des cadrans de table ou de vitrine restent des biens meubles. Tous, cependant, ont un propriétaire, qu'il s'agisse d'un propriétaire mobilier ou d'un propriétaire immobilier et le chasseur de cadrans ne doit pas plus ignorer l'un que l'autre.

(*2*) L'organisme compétent pour cette question est:

"Société des Auteurs Dans les Arts Graphiques et Plastiques"

A.D.A.G.P.

11 rue Berryer

75008 PARIS

(*3*) On peut résumer ainsi les grands principes du droit d'auteur, tels qu'ils ont été récemment exposés par Maître Julie Savi, in "Le Tout-Lyon / Le Moniteur judiciaire réunis" Numéros du 8 au 14 février 2003 et du 15 au 21 février 2003. Nous citons quelques passages de cette intéressante étude, en élaguant et en simplifiant beaucoup, mais nous pouvons la procurer à nos collègues qui le souhaiteraient.

Pour qu'une oeuvre d'art soit protégeable elle doit être originale en ce sens qu'il est nécessaire qu'elle reflète l'empreinte de la personnalité de son auteur, l'originalité étant présumée en droit privé. Si une oeuvre satisfait à cette exigence, son créateur est alors titulaire de droits d'auteur qui sont de deux ordres:

* 31 - d'une part, des droits patrimoniaux, c'est à dire les droits inhérents à l'exploitation de l'oeuvre, qui existent durant toute la vie de l'auteur et 70 ans après sa mort et qui comprennent:

* 311 le droit de représentation

* 312 le droit de communiquer l'oeuvre au public, par quelque procédé que ce soit

* 313 le droit de reproduction

* 314 le droit à opérer la fixation matérielle de l'oeuvre par tous procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte

* 32 - d'autre part, un droit moral qui présente la particularité d'être perpétuel, imprescriptible, inaliénable et exclusivement attaché à la personne de

l'auteur, tout en étant transmissible à ses héritiers et qui se compose de quatre attributs:

* 321 le droit à la paternité de l'oeuvre, c'est à dire le droit pour l'auteur de faire reconnaître l'oeuvre comme étant de lui et, par conséquent, d'exiger que la mention de son nom figure sur l'oeuvre ou soit automatiquement associée à celle-ci.

* 322 le droit à l'intégrité de l'oeuvre en vertu duquel l'auteur peut s'opposer à ce que son oeuvre soit modifiée, altérée ou dénaturée. Ce droit constitue une sévère limitation au droit de propriété; le propriétaire ayant acquis l'oeuvre d'art ne jouit plus, alors, de l'abusus ou droit de destruction. La Ville de Lyon qui avait acheté une statue au sculpteur-compresseur César, s'est ainsi vu refuser le droit de la revendre et alors, simplement pour pouvoir la déplacer, a dû mener une lutte longue et pénible, terminée par un compromis et non par un jugement dont elle aurait eu tout à redouter.

* 323 le droit de divulgation qui est le droit pour l'auteur de porter ou non son oeuvre à la connaissance du public

* 324 le droit de retrait qui permet à l'auteur d'arrêter la diffusion de l'oeuvre auprès du public

En vertu de ses droits, l'auteur jouit sur son oeuvre d'un véritable monopole s'analysant en droit de propriété incorporelle lui permettant de s'opposer à toute utilisation de celle-ci, de quelque façon que ce soit, sans son autorisation expresse, à peine, pour celui qui le ferait, de s'exposer à un procès en contrefaçon, au civil ou au pénal.

Maître Savi étudie ensuite le cas des oeuvres d'art commandées par des établissements publics pour être placées dans le domaine public. Leur sort est généralement réglé par conventions préalables entre les artistes et les établissements publics. Cela confirme ce que nous écrivions plus haut: qui veut publier l'image d'un cadran doit, dans tous les cas, se préoccuper des droits d'auteur. On notera que dans l'affaire réglée par l'arrêt Buren, il n'est fait état d'aucune divergence entre les artistes et la Ville de Lyon (Tribunal administratif), mais seulement d'un litige entre ces artistes et des éditeurs de cartes postales (Tribunaux civils).

Suivent des citations jurisprudentielles et des références bibliographiques dont le CCAG-PI (Cahier des clauses administratives générales relatives à la propriété intellectuelle).

(*4*) Commentaires sur l'arrêt Buren.

* 41 Rappel des faits

La Ville de Lyon avait confié l'aménagement de la Place des Terreaux aux artistes Daniel Buren et Christian Drevet en 1994.

Des photographies de cette place, réaménagée, figurent sur des publications municipales et n'ont pas donné lieu à litige entre les artistes et la Ville de Lyon, propriétaire des lieux et des oeuvres, ce qui implique que ces publications ont été réalisées en respect des droits d'auteur.

Puis trois éditeurs de cartes postales ont mis sur le marché des vues de la Place ainsi réaménagée et ils ont été poursuivis par Buren et Drevet pour non respect du droit d'auteur (accord préalable et montant à payer). Les artistes demandaient 762,25 Euros pour chacune des 9 séries de cartes diffusées.

En Avril 2001, en première instance, le Tribunal de Grande instance de Lyon déboutait les artistes de leur demande et exigeait seulement que les éditeurs mentionnent les noms des artistes au dos des cartes. Le Tribunal étayait sa décision sur le motif " qu'échappe au grief de contrefaçon la représentation d'une oeuvre située dans un lieu public, lorsqu'elle est accessoire du sujet traité". Buren et Drevet firent appel.

Le 20 Mars 2003 la Cour d'appel de Lyon a de nouveau rejeté la demande des artistes en précisant que "l'oeuvre de Messieurs Buren et Drevet, production particulière et originale, fait, en l'espèce, en tant qu'élément de l'ensemble de la Place historique des Terreaux, dans laquelle elle est fondue, partie de cet ensemble ... / ... et peut légitimement être reproduite avec celui-ci".

* 42 Commentaire provisoire

C'est bien l'immersion profonde d'une oeuvre particulière dans un vaste ensemble qui affranchit l'éditeur des droits d'auteur qu'il aurait certainement eu à verser s'il avait publié une seule des pataugeoires de Buren, ciblée en gros plan et sans environnement suffisant. Ce n'est pas du tout le fait que l'oeuvre soit placée dans le domaine public, par une collectivité de droit public.

Alors, pour nous, suffirait-il qu'un cadran solaire soit publié avec, à son côté, un volet ou un pot de fleurs, pour que nous n'ayons pas à craindre une demande de droits d'auteur ? Nous n'oserions pas aller jusque là; l'immersion ne nous paraît pas assez profonde. La Cour a décidé " EN L'ESPECE". Attention à ne pas généraliser.

TEXTES DE REFERENCE:

1°) Déclaration universelle des Droits de l'Homme

adoptée à Paris le 10/12/1948

art.12:"Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile, ou sa correspondance .../... Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes".

art.27:"(1) Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. (2) Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

2°) Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

art.8 ...

que la loi N°70-643 du 17/07/1970 a introduit dans l'art.9 du Code civil.

3°) La protection de la propriété littéraire et artistique (à ne pas confondre totalement avec la propriété commerciale, ni avec la propriété industrielle).

La propriété littéraire et artistique est le droit exclusif qui, en vertu de la loi des 13-19 janvier 1791, puis des 17-24 juillet 1793, appartient aux auteurs d'écrits en tout genre, aux compositeurs de musique, aux peintres et dessinateurs, aux architectes, statuaires ou sculpteurs de figures ou d'ornements, de reproduire ou de faire reproduire leurs oeuvres et d'exploiter les produits vénéaux qu'elles sont susceptibles de procurer. Ce droit est viager pour l'auteur lui même et, à sa mort, s'ouvre une période de 70 ans (50 ans autrefois, avec des variantes), en faveur de ses héritiers, donataires ou légataires.

.../...

Le droit de propriété littéraire et artistique peut être cédé et transmis, comme tout élément du patrimoine, mais, malgré toute transmission, l'auteur ou ses héritiers (ou ayant-droit), conserve toujours le droit moral, inaliénable, d'empêcher qu'aucun changement ne soit apporté à son oeuvre, sans son autorisation.

De nombreux textes sont à consulter sur la propriété artistique et littéraire:

1°) oeuvres antérieures au 24/10/1920:

lois de 1866, de 1919, de 1951, de 1957

protection: 64 ans et 274 jours à compter du dernier jour de l'année civile du décès de l'auteur.

2°) oeuvres entre le 24/10/1920 et le 01/01/1948:

lois de 1951 et de 1957

protection: 58 ans et 122 jours à compter du dernier jour de l'année civile du décès

3°) oeuvres après le 01/01/1948

lois de 1951 et de 1957

protection: 50 ans à compter du dernier jour de l'année civile du décès.

Supplément de 30 ans pour les auteurs morts pour la France.

4°) La Directive européenne 93/8 porte la protection à 70 ans dans tous les cas.

5°) La Convention de Berne et la Convention universelle sont aussi à consulter.

.....

Les pages suivantes reproduisent in extenso l'arrêt 516

02-10.450

Arrêt n° 516 du 7 mai 2004

Cour de cassation - Assemblée plénière

Rejet

*Demandeur(s) à la cassation : société civile
particulière Hôtel de Girancourt*

*Défendeur(s) à la cassation : société SCIR Normandie
et autre*

M. le premier président a, par ordonnance du 23 décembre 2003, renvoyé la cause et les parties devant l'Assemblée plénière ;

La demanderesse invoque, devant l'Assemblée plénière, le moyen de cassation annexé au présent arrêt ;

Ce moyen unique a été formulé dans un mémoire déposé au greffe de la Cour de cassation par Me Choucroy, avocat de la société civile particulière Hôtel de Girancourt ;

Deux mémoires en défense ont été déposés au greffe de la Cour de cassation, le premier, par la SCP Nicolay et de Lanouvelle, avocat de la société SCIR Normandie, le second, par la SCP Piwnica et Molinié, avocat de la société Publicis Hourra, venant aux droits de la société Publicis Qualigraphie ;

Des observations rectificatives ont été déposées par la SCP Piwnica et Molinié ;

Le rapport écrit de Mme Collomp, conseiller et le projet d'avis écrit de M. Sainte-Rose, avocat général, ont été mis à la disposition des parties ;

(...)

Sur le moyen unique, pris en ses trois branches :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Rouen, 31 octobre 2001), que la société de promotion immobilière SCIR Normandie (la société SCIR Normandie), a confié à la société Publicis Qualigraphie aux droits de laquelle se trouve la société Publicis Hourra (la société Publicis) la confection de dépliant publicitaires comportant, outre des informations relatives à l'implantation de la future résidence et à ses avantages, la reproduction de la façade d'un immeuble historique de Rouen, l'hôtel de Girancourt ; que se prévalant de sa qualité de propriétaire de cet hôtel, la SCP Hôtel de Girancourt, dont l'autorisation n'avait pas été sollicitée, a demandé judiciairement à la société SCIR Normandie la réparation du préjudice qu'elle disait avoir subi du fait de l'utilisation de l'image de son bien ; que cette dernière a appelé la société Publicis en garantie ;

Attendu que la SCP Hôtel de Girancourt fait grief à l'arrêt du rejet de ses prétentions, alors, selon le moyen :

1°) qu'aux termes de l'article 544 du Code civil, "la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et par les règlements" ; que le droit de jouir emporte celui d'user de la chose dont on est propriétaire et de l'exploiter personnellement ou par le truchement d'un tiers qui rémunère le propriétaire, ce droit ayant un caractère absolu et conduisant à reconnaître au propriétaire un monopole d'exploitation de son bien, sauf s'il y renonce volontairement ; qu'en énonçant que "le droit de propriété n'est pas absolu et illimité et ne comporte pas un droit exclusif pour le propriétaire sur l'image de son bien" pour en déduire qu'il lui appartenait de démontrer l'existence d'un préjudice car la seule reproduction de son bien immeuble sans son consentement ne suffit pas à caractériser ce

préjudice, la cour d'appel a violé l'article 544 du Code civil ;

2°) qu'elle faisait valoir dans ses conclusions d'appel que l'utilisation à des fins commerciales de la reproduction de la façade de l'hôtel de Girancourt sans aucune contrepartie financière pour elle, qui a supporté un effort financier considérable pour la restauration de l'hôtel particulier ainsi qu'en témoignent les photographies de l'immeuble avant et après les travaux, restauration qui a permis aux intimées de choisir une image de cet immeuble pour l'intégrer dans le dépliant publicitaire, est totalement abusive et lui cause un préjudice réel, le fait que les intimées aient acheté cette reproduction chez un photographe rouennais prouvant bien que la façade restaurée représente une valeur commerciale ; qu'en énonçant, sans répondre à ce moyen particulièrement pertinent qu'elle "ne démontre pas l'existence du préjudice invoqué par elle et d'une atteinte à son droit de propriété", la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard de l'article 544 du Code civil ;

3°) qu'elle faisait également valoir dans ses conclusions d'appel en visant les cartes postales de la façade historique de l'hôtel de Girancourt qu'elle édite et qu'elle avait régulièrement produites, que les mentions portées au verso de ces pièces confirment sa volonté de conserver à son usage exclusif le droit de reproduire la façade de l'hôtel ou de concéder une autorisation quand elle estime que les conditions sont réunies ; qu'en s'abstenant totalement de se prononcer sur la valeur de ces pièces qu'elle avait régulièrement versées aux débats à l'appui de ses prétentions, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard des articles 1353 du Code civil et 455 du nouveau Code de procédure civile ;

Mais attendu que le propriétaire d'une chose ne dispose pas d'un droit exclusif sur l'image de celle-ci ; qu'il peut toutefois s'opposer à l'utilisation de cette

image par un tiers lorsqu'elle lui cause un trouble anormal ;

Et attendu que les énonciations de l'arrêt font apparaître qu'un tel trouble n'était pas établi ; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

MOYEN ANNEXÉ

**Moyen produit par Me Choucroy, avocat aux
Conseils, pour la société civile particulière Hôtel de
Girancourt**

Il est fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir, bien que jugeant l'action engagée par la SCP Hôtel de Girancourt recevable, dit cette action mal fondée et rejeté la demande ;

AUX MOTIFS QUE *"Comme l'indique la société Publicis Hourra, le droit de propriété n'est pas absolu et illimité et ne comporte pas un droit exclusif pour le propriétaire de l'image sur son bien. Il appartient alors à la société civile Hôtel de Girancourt de démontrer l'existence d'un préjudice car la seule reproduction de son bien immeuble sans son consentement ne suffit pas à caractériser le préjudice. La publication et la diffusion du dépliant avaient pour objet la commercialisation des appartements de l'ensemble à construire du Clos d'Herbouville. Sur ce document, la photographie de l'hôtel de Girancourt, immeuble disposant d'un cachet certain et d'une qualité architecturale reconnue comme en témoigne son classement comme monument historique, était destinée à retenir l'oeil du lecteur et à attirer la*

clientèle. Cependant, d'un autre côté, comme le fait observer la société Publicis Hourra, la lecture du document publicitaire montrait clairement que la commercialisation portait sur les appartements du Clos d'Herbouville, que la photo de l'hôtel représenté était reproduite pour illustrer l'environnement, que cet hôtel n'y était pas nommément cité et donc pas a priori identifiable. Ainsi cette photo n'avait qu'un caractère accessoire par rapport à l'objet du document publicitaire. Il n'y a jamais été question de faire croire que l'hôtel de Girancourt allait être vendu comme la société propriétaire l'a indiqué dans son assignation. Et il est indifférent au regard de cette discussion de dire ou de préciser, comme le fait la société civile, que l'hôtel de Girancourt est situé dans le quartier Saint-Patrice alors que l'immeuble à commercialiser est dans le quartier Saint-Gervais. Enfin, il est mentionné que la photographie de l'immeuble (reproduite sur le dépliant) a été acquise auprès d'un photographe rouennais, et les conditions de cette acquisition ne sont pas discutées. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, la société civile Hôtel de Girancourt ne démontre pas l'existence du préjudice invoqué par elle et d'une atteinte à son droit de propriété" ;

ALORS D'UNE PART QU'aux termes de l'article 544 du Code civil, *"la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements"* ; Que le droit de jouir emporte celui d'user de la chose dont on est propriétaire et de l'exploiter personnellement ou par le truchement d'un tiers qui rémunère le propriétaire, ce droit ayant un caractère absolu et conduisant à reconnaître au propriétaire un monopole d'exploitation de son bien, sauf s'il y renonce volontairement ;

Qu'en énonçant que *"le droit de propriété n'est pas absolu et illimité et ne comporte pas un droit exclusif pour le propriétaire sur l'image de son bien"* pour en déduire qu'il appartenait à l'exposante de démontrer l'existence d'un préjudice car la seule reproduction de

son bien immeuble sans son consentement ne suffit pas à caractériser le préjudice, la cour d'appel a violé l'article 544 du Code civil ;

ALORS D'AUTRE PART QUE l'exposante faisait valoir dans ses conclusions d'appel (signifiées le 10 juillet 2001 p. 12, 13 et 18) que l'utilisation à des fins commerciales de la reproduction de la façade de l'hôtel de Girancourt sans aucune contrepartie financière pour elle, qui a supporté un effort financier considérable pour la restauration de l'hôtel particulier ainsi qu'en témoignent les photographies de l'immeuble avant et après les travaux, restauration qui a permis aux intimées de choisir une image de cet immeuble pour l'intégrer dans leur dépliant publicitaire, est totalement abusive et lui cause un préjudice réel, le fait que les intimées aient acheté cette reproduction chez un photographe rouennais prouvant bien que la façade restaurée représente une valeur commerciale ;

Qu'en énonçant, sans répondre à ce moyen particulièrement pertinent, que l'exposante *"ne démontre pas l'existence du préjudice invoqué par elle et d'une atteinte à son droit de propriété"*, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard de l'article 544 du Code civil ;

ALORS ENFIN QUE l'exposante faisait également valoir dans ses conclusions d'appel, (*ibidem* p. 16) en visant les cartes postales de la façade historique de l'hôtel de Girancourt qu'elle édite et qu'elle avait régulièrement produites, que les mentions portées au verso de ces pièces confirment sa volonté de conserver à son usage exclusif le droit de reproduire la façade de l'hôtel ou de concéder une autorisation quand elle estime que les conditions sont réunies ;

Qu'en s'abstenant totalement de se prononcer sur la valeur de ces pièces régulièrement versées aux débats à l'appui des prétentions de l'exposante, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard des articles 1353 du Code civil et 455 du nouveau Code de procédure civile.

Président : M. Canivet, premier président
Rapporteur : Mme Collomp, conseiller, assistée de
M. Dufour, greffier en chef
Avocat général : M. Sainte-Rose
Avocat(s) : Me Choucroy, la SCP Nicolaÿ et de
Lanouvelle, la SCP Piwnica et Molinié
